

Marseille

Politique. Longtemps ignoré par la municipalité, l'association un Centre Ville Pour Tous retrouve discours et préoccupations dans une délibération. Mise au vote vendredi prochain.

Election oblige, la Ville retrouve du sens

« Permettre aux habitants actuels du centre-ville et en particulier les plus fragiles, d'accéder à de meilleures conditions de vie et de logement dans leur environnement actuel. » « Les travailleurs isolés, venus du Maghreb (...) constituent une partie de la population la plus fragile du centre-ville. » Qu'est-ce ? Un nouveau mémo de l'association un Centre Ville Pour Tous ? Non. Pourtant, on retrouve bien les préoccupations initiales de ces militants avec leur slogan, « rénover oui, mais avec les habitants » ou tout leur combat pour les travailleurs isolés du centre ville. Mais, non. Ce n'est pas non plus le compte-rendu d'un débat sur la réhabilitation mené par l'opposition. Non. C'est le contenu d'une délibération soumise au conseil municipal de vendredi prochain.

Certes, on est en période électorale, mais le fait reste surprenant. Ceux qui jurèrent de « faire revenir dans le centre des gens qui paient des impôts » (Jean-Claude Gaudin, 2001), ou : « On a besoin de gens qui créent de la richesse. Il faut nous débarrasser de la moitié des habitants de la ville. Le cœur de la ville mérite autre chose » (Claude Vallette, en 2003), ou encore, qu'il n'était pas question de reloger l'ensemble des personnes sur la rue de la République car « on a déjà 30% de logements sociaux. On ne va quand même pas transformer la rue en gigantesque bailleur social ! » (Danièle Servant, en 2004)... auraient donc changé d'avis. Mais à y regarder de plus près...

« Pas un quitus pour les pratiques antérieures »

Des actions pour les travailleurs isolés ? La plupart des actions citées relève d'un programme national (comme la transformation de foyers d'Adoma en établissements pour les personnes âgées dépendantes) ou sont déjà financées, parfois même depuis 2004 comme le 35/37, rue Pressensé, d'ailleurs déjà inauguré. Un peu plus loin, on parle encore d'éradication d'habitat indigne sans aucune référence au protocole signé avec l'Etat en... 2002 et prévoyant - déjà ! - 10 immeubles consacrés à cela chaque année.

Militant d'un Centre Ville pour Tous, Nourredine Abouakil refuse cependant de boudier son plaisir. Pas dupe d'une telle intervention en période électorale, il rappelle aussi que « notre combat nous a permis de voir la municipalité évoluer. Au départ, la mairie



Hier ignorés, voire expulsés, par la mairie, les travailleurs isolés du centre ville sont au cœur d'une délibération municipale.

ROBERT TERZIAN

n'était pas étrangère à certaines évictions du centre ville. Puis, suite aux condamnations au tribunal, nous avons pu observer depuis 2004 l'arrêt des expulsions ». Cette délibération serait donc un nouveau pas « qui ne saurait cependant constituer un quitus aux pratiques antérieures et sur la mise en œuvre de laquelle nous restons vigilants », ajoute Nourredine Abouakil.

Période électorale, résultat d'un combat... Le militant explique encore autrement une telle évolution. « C'est peut-être aussi l'expression d'un constat d'échec de la politique voulue précédemment qui, sous la pression citoyenne, se traduit notamment par une inflexion du discours ».

Car, pour l'heure, il s'agit en effet essentiellement de discours. Comme le regrette encore Nourredine Abouakil, « la délibération ne formule pas explicitement le relogement des travailleurs isolés ». Elle décline une liste d'immeubles dont « une partie pourrait accueillir des travailleurs isolés ». Mais surtout, le délibéré - ce qui compte - se résume à trois phrases qui n'engagent pas vraiment.

ANGÉLIQUE SCHALLER

Noël en mars, jusqu'au 16 mars en fait...

■ Y'a pas à dire... Rien n'est plus agréable qu'une période de campagne électorale. C'est le temps de tous les possibles. Soudainement, les problèmes de rentabilité et de manque de rames disparaissent et le métro peut ouvrir le soir... Enfin, jusqu'à 22h30.

Autre surprise, les tours Labourdette. Pendant longtemps, l'adjoint au centre-ville les a qualifiées « d'erreur architecturale » tout en estimant que les habitants qui prétendaient le contraire étaient surtout des empê-

cheurs d'agrandir les centres commerciaux tranquilles. Aujourd'hui, machine arrière. Les habitants ont été entendus et la mairie joue son rôle politique en demandant aux propriétaires du Centre Bourse de faire passer les intérêts commerciaux après ceux publics. Enfin, jusqu'au 16 mars au moins.

Après les Labourdettes, ce sont les militants d'un Centre ville pour tous qui ont le bonheur de voir une partie de leurs revendications entendues - rappelons leur slogan - oui à la réhabilita-

tion mais avec les habitants (lire ci-dessus).

Et pêle-mêle, c'est aussi le temps pour les supporters de l'OM d'espérer que le stade Vélodrome soit couvert, pour les automobilistes en général, et les habitants du 13e en particulier, c'est le moment de croire que la L2 soit finie un jour...

C'est comme pour le pouvoir d'achat au moment de la présidentielle, les promesses n'engagent finalement que ceux qui les écoutent.

A.S.

A savoir

6

questions aux candidats ont été posées par l'association un Centre ville pour tous. Elles font suite à un constat dressé avec des experts et qui est très critique sur la politique municipale du logement.

Quel coût ?

Parmi les critiques formulées par l'association un Centre ville pour tous sur la politique municipale, on trouve notamment l'absence de bilan sur les opérations de réhabilitation réalisées, la ville ne réalisant aucun audit. On ne sait donc finalement ni le coût financier ni le coût social.

Logement social

Autre analyse sanction d'un Centre ville pour tous sur la politique municipale : le logement social. Si depuis 2 ans, la programmation est en hausse, « la production récente vient conforter le déséquilibre nord-sud au lieu de la réduire » et « privilégie les catégories les plus solvables ».